

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 33/3

2006

DOI: 10.11588/fr.2006.3.45371

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MATTHIEU OSMONT

ÊTRE EN GUERRE

Expérience et mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Europe

Colloque international organisé par l'Institut historique allemand de Paris et de l'Institut de recherche d'histoire militaire de Potsdam en coopération avec les Instituts historiques allemands à Londres, Moscou, Rome, Varsovie et l'Institut d'histoire du temps présent Paris, les 3 et 4 avril 2006

La recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale en Europe s'est enrichie ces dernières décennies des apports de l'histoire sociale, de l'histoire culturelle et de l'histoire des mentalités, qui ont permis de mieux comprendre le déroulement du conflit et d'élargir le champ traditionnel de l'histoire militaire. Les premières comparaisons internationales ouvrent également une voie prometteuse pour des recherches futures. Dans le même temps, le grand public s'intéresse à des questions nouvelles comme les bombardements et le rôle des populations civiles dans la guerre. Ces tendances que l'on relève dans différents pays posent le problème d'une «européisation» de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Une histoire européenne du conflit est-elle envisageable? Est-elle souhaitable? Ces questions ont soulevé d'intenses discussions lors d'un colloque organisé à Paris les 3 et 4 avril 2006.

Sous l'intitulé «Être en guerre. Expérience et mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Europe», l'Institut historique allemand de Paris et l'Institut de recherche d'histoire militaire de Potsdam ont réuni durant deux jours des historiennes et historiens de Belgique, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pologne et Russie. Selon la volonté des organisateurs, Jörg ECHTERNKAMP (MGFA Potsdam/Paris) et Stefan MARTENS (IHA Paris), les intervenants devaient étudier la question des expériences et des mémoires de la guerre dans les différents pays, en dépassant la césure de 1945. La guerre elle-même et l'immédiat après-guerre sont en effet des périodes déterminantes pour la construction de la mémoire collective et personnelle des événements. Cette mémoire est dynamique, car les accents placés sur tel ou tel aspect de la guerre se déplacent et se renouvellent comme l'a souligné Jörg ECHTERNKAMP dans son exposé introductif. Un des objectifs du colloque était de saisir les «conjunctures de la mémoire» qui expliquent ces évolutions. Il s'agissait d'autre part de favoriser une comparaison à l'échelle européenne sur l'expérience et la mémoire de la guerre. Et, si le colloque a été divisé en six chapitres géographiques, les fils conducteurs pour une comparaison n'ont pas manqué d'émerger au fil des interventions et des discussions qui les ont suivies¹.

La première section, présidée par Pieter LAGROU (Bruxelles), s'intéressait aux pays du Benelux. Benoît MAJERUS (Luxembourg) a analysé les ressorts de l'occupation allemande de 1940 à 1945 au Benelux, une région qui intéressait les dirigeants nazis, mais aussi l'armée et l'université allemandes dans l'entre-deux-guerres. L'horizon d'attente des dirigeants nazis vis-à-vis des pays du Benelux trouve ses fondements dans trois «espaces d'expérience» essentiels: la Grande Guerre (où de nombreux soldats allemands ont vu la Belgique occupée), l'oc-

1 Pour plus de détails sur le déroulement du colloque, consulter le site web de l'Institut historique allemand de Paris sur <http://www.dhi-paris.fr> (rubrique «Manifestations»).

cupation de la Rhénanie et de la Sarre (quand les rôles ont été inversés) et la *Westforschung* des années 1920–1930. L'occupation du Benelux entre 1940 et 1945 a été imaginée et préparée par l'armée et l'administration allemandes, contrairement à celle de 1914–1918. On a fait appel à des membres de la *Westforschung* et à des fonctionnaires impliqués dans l'administration militaire de la région durant la Première Guerre mondiale. Par conséquent, selon MAJERUS, il faut prendre en compte un double niveau d'interprétation pour comprendre la nature des régimes d'occupation en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg entre 1940 et 1945: un niveau supérieur qui est celui de la doctrine nazie de hiérarchie des races et des peuples et un niveau inférieur qui est celui des individus qui ont administré le pays et qui sont marqués par l'expérience de la Grande Guerre et de ses suites.

Dans son intervention sur la mémoire du conflit au Benelux, Chantal KESTELOOT (Bruxelles) a d'abord mis en avant un point commun qui unit Belgique, Pays-Bas et Luxembourg: le «commémorationnisme» et la victimisation. En effet, les victimes reconnues ou auto-proclamées sont nombreuses dans les trois pays: prisonniers de guerre, résistants, Juifs, Flamands ou Wallons en Belgique, etc. Un second point commun est l'intérêt particulier des historiens mais aussi des journalistes et des documentaristes depuis les années 1960 pour la parole des témoins. Par contre, les différences sont nombreuses dans les conséquences de la guerre sur la construction de l'imaginaire national dans les trois pays. Au Luxembourg, la guerre achève le processus de formation de l'identité nationale, car c'est la première fois que des Luxembourgeois meurent en grand nombre pour leur pays. Aux Pays-Bas, le mythe résistant s'est progressivement transformé en traumatisme national quand on a découvert l'ampleur de la déportation des Juifs hollandais. En Belgique, la guerre a creusé les divisions du pays: entre peuple et élites, entre Églises, et surtout entre communautés flamandes et wallonnes.

Le débat qui a suivi les interventions a porté sur la définition des concepts utilisés (expérience, mémoire, histoire) et sur l'entrée dans l'ère du témoignage. Henry ROUSSO (Paris) a souligné en effet l'importance des témoignages écrits sur la Première Guerre mondiale. La nouveauté après 1945, c'est que la société entière témoigne, et non plus seulement les combattants. D'autre part, la «victimisation» a conduit à une inversion des rôles: le témoignage du résistant ou du «héros» est disqualifié au profit des victimes civiles. Philippe BUTON (Reims) a évoqué quant à lui un certain télescopage entre la mémoire des deux conflits mondiaux. Localement, la mémoire de l'occupation allemande entre 1914 et 1918 a été plus forte que celle de 1940–1945 – même si cette dernière période occupe une place dominante dans la mémoire collective.

La deuxième section du colloque, présidée par Matthias REISS (IHA Londres) concernait la Grande-Bretagne. Dans un premier exposé de John RAMSDEN (Londres), lu par Richard BESSEL (York), il était question du mythe de la «guerre du peuple» (*The People's War*) en Grande-Bretagne. Ce mythe a sa figure de proue: Winston Churchill, le combattant de la liberté et le grand vainqueur de la guerre aux yeux des Britanniques, mais aussi de nombreux étrangers. Derrière Churchill, c'est le peuple britannique qui peut être fier de sa résistance héroïque contre Hitler. Ce mythe de la victoire a été entretenu par les autorités britanniques après 1945, alors que la Grande-Bretagne perdait son empire colonial et connaissait une période de déclin économique. Le mythe est encore vivant dans les années 1980–1990, comme le montrent les fêtes de la victoire après la guerre des Malouines en 1982 (organisées sur le modèle des fêtes de 1945–1946) ou les manifestations à tendance xénophobe qui marquent les matchs de football opposant l'équipe britannique à l'équipe d'Allemagne. Les historiens britanniques ont depuis longtemps nuancé le mythe de l'unité du peuple britannique derrière Churchill durant la Seconde Guerre mondiale. Mais ces discours révisionnistes ont peu de prise sur l'opinion publique, qui compare chaque nouveau Premier Ministre à Churchill. Ce mythe est entretenu par les tabloïds, qui commémorent les événements de la guerre patriotique, mais qui diffusent aussi des préjugés xénophobes qui font toujours référence à 1939–1945.

Mark CONNELLY (Kent) a étudié la mémoire et l'histoire du Front Intérieur (*Home Front*) en Grande-Bretagne. L'année 1940 est une année charnière, selon lui, car les Britanniques ont résisté seuls contre l'attaque nazie. Cette réaction est devenue un élément fondateur de l'identité britannique. La mémoire de ces événements a évolué après la guerre. De 1945 aux années 1960, l'histoire locale a consolidé le mythe d'une parfaite coopération de la population avec les autorités municipales pour faire face aux bombardements. Les films et la littérature évoquaient encore très peu la vie des populations civiles durant la guerre, sinon pour diffuser l'image idyllique d'une société unie, où les inégalités sociales avaient tendance à disparaître. A la fin des années 1960 et dans les années 1970, l'essor de la télévision a favorisé la réalisation d'émissions documentaires où l'on commençait à parler de la vie quotidienne des civils durant la guerre. Dans des documentaires comme *The world at war* (1972-1973), le public pouvait entendre les témoignages des dirigeants mais aussi d'inconnus qui ont vécu la guerre. Mais il faut attendre les années 1980, avec par exemple la série télévisée *A family at war*, pour que les aspects sombres de la vie durant la guerre soient montrés: le Marché noir, la délinquance, les infidélités, etc. Dans les années 1990, on assiste à un déplacement de l'intérêt pour la guerre. Le *Blitz* et le mythe de la guerre patriotique font toujours recette, mais ce sont davantage les crimes du nazisme qui intéressent les historiens et l'opinion publique britannique.

Dans la troisième section, présidée par Jochen BÖHLER (IHA Varsovie) et Bernd BONWETSCH (IHA Moscou), Piotr MADAJCZYK (Varsovie) s'est penché sur le problème des différents types de commémoration de la Seconde Guerre mondiale en Pologne. Dans la mémoire officielle, la terreur et les crimes nazis sont mis en avant. Cependant, les monuments sont d'abord érigés pour les combattants et non pour les victimes civiles. Et parmi ces combattants, les non-communistes ont été longtemps évacués du souvenir officiel. De 1945 aux années 1960, la résistance communiste au nazisme a été en effet le mythe fondateur de la République Populaire de Pologne. Depuis les années 1970, la mémoire du conflit se complexifie, avec une résurgence de la mémoire des populations occupées. Dans les premiers sondages réalisés sur le sujet durant les années 1970, on s'aperçoit en effet que la mémoire collective retient surtout les souffrances du peuple polonais durant l'occupation allemande: la famine, le travail obligatoire, la perte des biens. La résistance et la guerre ont une place moins importante dans cette mémoire personnelle du conflit, malgré le discours officiel. Les années 1970 sont marquées également par les premiers travaux historiques importants sur l'occupation allemande. Toutefois les commémorations officielles sous le régime communiste n'aborderont jamais certains points noirs de l'occupation: le destin des Juifs durant la guerre, la collaboration, le début de la guerre (1939-1941) et le rôle de l'URSS durant cette période. Il faut attendre la fin des années 1980 pour que des travaux d'historiens et des discours politiques abordent ces questions, dont le souvenir est resté très présent dans la mémoire collective. L'intérêt pour l'occupation soviétique des territoires à l'Est de la Pologne est particulièrement fort. Dans la recherche apparaît une nouvelle image de la guerre, où les approches économiques, sociales et culturelles trouvent désormais leur place. Une image en noir et blanc de la guerre disparaît. Les comparaisons entre systèmes totalitaires nazis et soviétiques se développent également. Des problèmes demeurent cependant: des difficultés d'accès aux archives, une faible coopération scientifique avec la Russie, une demande de reconnaissance des victimes qui rend délicat le travail des historiens, et surtout un déclin inquiétant de l'intérêt pour l'histoire chez les jeunes.

Selon Sergei KUDRJAVSOV (IHA Moscou) le cas de la Russie du point de vue de l'histoire et la mémoire de la guerre est particulière, car la Seconde Guerre mondiale joue là-bas un rôle symbolique et identitaire majeur, que la chute du communisme n'a pas altéré. Staline a imposé dès 1945 sa vision du conflit. La victoire prouvait la supériorité du régime communiste et de son chef. La doctrine de son infailibilité interdisait d'évoquer toute erreur stratégique dans la manière dont fut menée la guerre. L'appareil de propagande fut mobilisé pour donner une

image correcte du passé proche. Les mémoires d'anciens combattants publiés furent rares. Et quand ils existent, c'est une mémoire tronquée, passée au crible de la censure, qui ressort de ces ouvrages où le rôle du Parti communiste est systématiquement mis en avant. Les années 1960–1970 n'ont pas fondamentalement changé le discours officiel. Au contraire, les grandes commémorations de la Seconde Guerre mondiale sous Léonid Brejnev ont donné une vision de plus en plus idyllique de la guerre. Les monuments au soldat inconnu se sont multipliés dans toutes les villes et sont le lieu incontournable pour des cérémonies de tout genre, même pour les mariages. Cette glorification de la guerre a connu un recul après 1989–1990. Pour des raisons financières, les commémorations ont diminué et les anciens combattants ont vu leurs conditions de vie se détériorer. La situation a changé récemment avec Vladimir Poutine, qui ravive les cérémonies du souvenir pour consolider l'unité du pays. Le travail des historiens russes sur la période reste extrêmement difficile, tant les difficultés d'accès aux archives sont grandes. D'après KUDRJASOV, il n'y a aucune logique dans la déclassification des archives de la période, sauf celle qui consiste à protéger à tout prix l'image du pays et de l'armée russe.

Les deux orateurs ont souligné dans le débat combien l'écriture de l'histoire dans leurs deux pays reste nationale. Ils ont insisté également sur les difficultés pour parvenir à une coopération entre Pologne et Russie sur la période. En Pologne le massacre de Katyn, par exemple, reste vécu comme un drame national. Et en Russie, les difficultés de la recherche historique restent évidentes étant donné que même les témoignages individuels sont très influencés par des décennies de propagande.

Sous la présidence de LUTZ KLINKHAMMER (IHA Rome) le colloque s'est déplacé de l'Est vers le Sud de l'Europe. Gabriella GRIBAUDI (Naples) a analysé les bombardements alliés en Italie et la mémoire de ces bombardements au sein des populations. La guerre aérienne est considérée en effet dès 1942 comme une arme essentielle par les Alliés dans la conquête de l'Italie. Les bombardements visent des objectifs militaires mais cherchent aussi à démoraliser la population et à affaiblir le régime fasciste. Le haut commandement allié espérait que l'envoi de bombes et de tracts menaçants aurait un « effet salutaire sur la population italienne ». Cette stratégie de terreur n'a pas empêché le nouveau gouvernement de continuer la guerre du côté allemand plusieurs semaines après la chute de Mussolini le 25 juillet 1943. Les grandes villes ont été touchées par les bombardements, notamment Gênes, Milan, Turin et Naples, mais aussi des villes secondaires voire des villages quand ces derniers se trouvaient à proximité du front. À l'intérieur des villes, des objectifs précis étaient définis, par exemple la zone portuaire à Naples, mais les rapports des commandants des bombardiers témoignent de la difficulté à repérer ces objectifs au sol – d'où un tir très imprécis qui a touché de nombreux civils. La réponse des populations aux bombardements est un mélange de fatalisme et d'incompréhension. Mais globalement la violence des forces d'occupation allemandes a été plus vivement ressentie que la violence alliée, car elle était plus visible. Il y a toujours en effet une distance entre la bombe et celui qui l'a lancé, alors que l'occupation suppose un face à face permanent avec l'ennemi.

Filippo FOCARDI (Padoue), dans son exposé sur l'occupation italienne dans les Balkans et la mémoire des crimes de guerre perpétrés dans les régions occupées, a rappelé d'abord que l'armée italienne occupait durant la guerre l'Albanie et plusieurs régions de Yougoslavie et de Grèce. Son armée d'occupation a compté jusqu'à 600 000 soldats qui ont lutté contre les partisans yougoslaves et albanais. Les mesures de rétorsion contre les civils ont comporté leur lot de tortures, prises d'otages, déportations et exécutions. Après la Seconde Guerre mondiale, la Yougoslavie a accusé l'Italie d'avoir 250 000 morts sur la conscience dans la région. Ces chiffres ont été réévalués à la baisse récemment, avec par exemple un chiffre fiable de 3000 victimes en Slovénie (victimes civiles à l'exception des partisans tombés au combat). Les crimes de guerre commis par l'armée italienne vont à l'encontre du mythe des « bons Italiens » opposés aux « méchants Allemands ». Cependant les gouvernements italiens après la guerre ont nié ces crimes de guerre, pour ne pas courir le risque d'une punition par les Alliés, à l'image de ce qui s'est produit en Allemagne. Les fonctionnaires, diplomates et soldats qui ont servi dans

les Balkans ont été peu concernés par l'épuration qui a suivi la chute du régime fasciste. Durant les négociations de paix, le gouvernement italien a mis en avant le sauvetage de milliers de Juifs par les autorités italiennes dans les Balkans. En réalité, cette politique de sauvetage n'a pas été systématique. Un autre argument pour défendre l'armée d'occupation italienne a été mis en avant: les partisans de Tito auraient fait preuve d'une telle barbarie qu'il a bien fallu que les soldats italiens se défendent – d'où certains «excès». Finalement il n'y a eu aucune condamnation de criminels de guerre italiens après 1945. La société italienne dans son ensemble a refoulé cette période sombre durant plusieurs décennies. Depuis les années 1980, une nouvelle génération d'historiens italiens étudie l'occupation italienne dans les Balkans et met à jour des crimes de guerre. Cependant la vision ancienne perdure dans une large partie de l'opinion publique.

Il semble, comme ce fut souligné par les deux orateurs dans le débat, qu'en Italie, à l'échelle nationale, on a accepté les bombardements alliés en les considérant comme un mal nécessaire pour la libération du pays. L'idée selon laquelle le Nord du pays aurait davantage connu la guerre que le Sud perdure également, notamment en raison de l'importance des réseaux de résistance dans le Nord. Dans la mémoire locale de certaines régions du Sud de l'Italie, les bombardements peuvent *a contrario* susciter un sentiment d'injustice et d'incompréhension devant les souffrances des populations civiles qui auraient pu être évitées.

Le cas de la France fut au centre des débats de la cinquième section du colloque, présidée par Fabrice D'ALMEIDA (IHTP). Pierre LE GOÏC (Brest) est intervenu sur l'expérience vécue par les habitants de la ville de Brest, une des villes françaises les plus durement touchées par les bombardements aériens pendant la Seconde Guerre mondiale. En comparant le journal d'une brestoise, Suzanne Langlois, et celui d'Erich Kuby, soldat allemand antinazi en garnison à Brest, il reconnaît des stratégies d'évitement de l'angoisse devant les bombes assez similaires. Les deux individus, malgré leurs différences (Suzanne Langlois est handicapée motrice, alors qu'Erich Kuby est un grand sportif), n'hésitent pas à sortir dans les rues durant les bombardements. Cela devient même un plaisir d'affronter le danger en face et d'exhiber son corps sans protection sous les bombes. Cependant ils finissent tous deux par connaître la peur – ce qui montre les limites de leurs stratégies d'évitement de l'angoisse. LE GOÏC rappelle en conclusion que ces deux cas ne valent que pour eux-mêmes, mais que les questions soulevées sous forme d'une étude de *micro-histoire* peuvent servir à comprendre les réactions des populations civiles en temps de guerre.

Philippe BUTON (Reims) s'est intéressé ensuite aux conséquences de l'expérience de guerre sur les comportements politiques. Dans cette perspective, il a étudié l'évolution de l'implantation électorale et militante du Parti Communiste Français avant et après la guerre. Durant les années 1920–1930, les zones de force du PCF restent stables. Il s'agit notamment de la région parisienne, de la Picardie, du Nord-Pas-de-Calais, de la vallée du Rhône et du Massif Central urbain. À la Libération, le PCF conserve ces zones de force et gagne de nouveaux bastions, notamment dans certaines régions rurales comme la Corse, le Languedoc et la Bretagne. Jusqu'aux années 1990, la structure de l'implantation du PCF en France est héritée de celle de 1945. BUTON montre dans un deuxième temps que les zones de forte progression communiste entre 1939 et 1945 correspondent aux zones de forte résistance, en particulier les zones de maquis. À l'issue de son exposé, il distingue deux Frances: une première où la mort est subie (le fait des bombardements souvent) et une seconde où la mort est la conséquence de la résistance et de la répression. C'est dans cette seconde France que le PCF a réussi à s'implanter après-guerre. Ce que BUTON explique à la fois par une corrélation entre la tradition de révolte permanente du PCF et la résistance, mais aussi par une mémoire de la résistance que le PCF fut le premier parti à entretenir.

Dans le débat la préférence accordée aux journaux plutôt qu'aux témoignages *a posteriori* par Pierre LE GOÏC a suscité des réactions. Lui-même admet qu'il y a toujours un biais de lecture des événements, car on écrit également son journal avec des intentions. Un autre pro-

blème de méthode, la cartographie de la présence résistante en France, fut soulevé à propos de l'exposé de Philippe BUTON. Du point de vue de la recherche, l'approche est intéressante et novatrice, mais les travaux sont encore trop rares sur le sujet.

Étant donné qu'il s'agit d'un cas spécifique, les organisateurs ont réservé la sixième et dernière section, présidée par Hans-Ulrich THAMER (Münster), à l'Allemagne. Dietmar SÜSS (Munich), dans un exposé sur la guerre aérienne et sa mémoire dans la société allemande, a montré tout d'abord comment le régime nazi a inclus la guerre aérienne dans sa propagande. Dans un premier temps, la propagande a montré la capacité du régime à assurer la sécurité aérienne (1939–1940); ensuite les dirigeants nazis ont été présentés comme les protecteurs des populations bombardées, considérées comme des victimes innocentes (1941–1945). Une politique de la «consolation» s'est organisée durant la guerre: le NSDAP distribuait «en réparation des dommages subis» des biens matériels confisqués à l'étranger ou chez les Juifs spoliés. Ces dédommagements diminuant avec les défaites à partir de 1943, une partie croissante de la population est exclue de cette politique de consolation (personnes âgées, malades, prisonniers). À côté de cette politique de dédommagement, la propagande sur les bombardements s'affine au fil de la guerre. Goebbels décide ainsi de cesser la politique du silence au début de l'année 1943 et informe désormais la population sur le nombre de victimes le lendemain de chaque bombardement. Ceci pour éviter que ne grossissent les rumeurs, qui inquiètent les dirigeants nazis. Finalement le régime nazi n'a pas cédé sous les bombes, sans doute grâce à un encadrement de la société par la propagande qui a tenu jusqu'en 1945.

Avant de présenter les traces de la guerre dans la société après 1945, Axel SCHILDT (Hambourg) a montré pourquoi, selon lui, on peut dater la fin véritable de la guerre pour les Allemands de l'Ouest le 20 mai 1948. Cette date correspond à la mise en place de la réforme monétaire qui a permis d'améliorer rapidement les conditions de vie dans les zones d'occupation occidentales. L'immédiat après-guerre a été une période très difficile, ce qui explique qu'au début des années 1950, l'opinion publique allemande juge encore très favorablement la période du Troisième Reich. Si la fin des bombardements et de la violence guerrière a été accueillie avec soulagement en mai 1945, il y avait cependant une apathie et une angoisse au sein de la population allemande liée au sort des prisonniers de guerre et à la punition des anciens nazis. L'année 1946 a été marquée par une crise alimentaire grave dans les zones occidentales – le rationnement allié atteignant un niveau plus bas qu'en temps de guerre. Dans la société ouest-allemande de la fin des années 1940 et des années 1950, la guerre reste omniprésente, à travers la présence de nombreux invalides, les récits d'anciens combattants, les avis de recherche à la radio, le retour des derniers prisonniers de guerre ou encore le militantisme des associations de déplacés et réfugiés. Durant cette période, on observe également une crainte de l'avenir au sein de la population allemande et la peur d'une troisième guerre mondiale, que l'on croit imminente. Les années 1960 verront ensuite la découverte des crimes nazis contre les Juifs, un phénomène qui se poursuit jusqu'aux années 1990 avec la mise en cause de la Wehrmacht dans le génocide des Juifs. Seulement, depuis quelques années, renaît un discours de victimisation de la population allemande. Pour SCHILDT, c'est un adieu à la génération qui a connu la guerre et l'émergence d'une nouvelle mémoire, liée à la réunification de deux Allemagnes.

Dorothee WIERLING (Hambourg) a étudié la présence de la guerre dans la zone soviétique et en RDA. Elle a montré dans un premier temps que l'expérience vécue par les populations allemandes de la zone soviétique à la fin de la guerre fut différente de celle vécue à l'Ouest. En effet, la violence des troupes soviétiques fut un moment traumatisant, longtemps resté tabou. De plus, les traces matérielles de la guerre sont restées visibles longtemps, en raison de la lenteur de la reconstruction et de la politique de démontage des Soviétiques. Un sentiment de continuité de la répression a pu être ressenti, quand on sait par exemple que le camp de Buchenwald a été utilisé par les autorités soviétiques jusqu'au début des années 1950. Cependant, pour une minorité des Allemands de l'Est, les soldats soviétiques sont apparus immédiatement comme des libérateurs. C'est le sentiment des Juifs ou des prisonniers politiques

internés dans les camps nazis. Ce soutien au nom de l'antifascisme n'a pas été utilisé par Staline et le SED est-allemand, qui ont préféré s'appuyer sur les jeunes générations. Ainsi des milliers de jeunes, formés souvent dans les jeunesse hitlériennes, ont constitué la base du SED, formant un groupe qui a dirigé la RDA durant quarante ans. Ces dirigeants est-allemands ont développé un discours officiel sur la guerre dans lequel la classe des travailleurs est innocentée des crimes nazis. La victimisation l'emporte ainsi en RDA. Ceci explique en partie la résurgence de mouvements néonazis à l'Est dans les années 1990 et un discours sur les victimes allemandes qui touche désormais l'Allemagne dans son ensemble.

La question de l'Holocauste serait moins centrale dans les colloques sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale qu'il y a encore dix ans. C'est avec cette réflexion qu'Henry Rousso (Paris) a introduit ses conclusions à la fin de ces deux jours de débats vifs et intenses. Deux raisons peuvent être avancées selon lui pour comprendre ce changement: il semble d'abord que la mémoire de l'Holocauste a fini par trouver sa place; d'autre part, on a l'impression que des mémoires nouvelles émergent. Selon Rousso, d'autres éléments originaux ont marqué ce colloque: la dimension idéologique et politique n'est plus dominante, une attention particulière a été accordée à des formes différenciées de violence. Enfin, on a vu l'émergence de victimes «oubliées» (prisonniers de guerre, réfugiés, déplacés) et l'association systématique de la mémoire avec l'expérience de guerre elle-même.

Dans cette perspective, Rousso est revenu sur quatre points majeurs: les concepts utilisés dans le colloque, l'espace géographique, la périodisation de la mémoire et l'approche sociale de l'expérience de guerre. L'intitulé même du colloque, «être en guerre», invite en effet à une réflexion sur le statut des individus en temps de guerre. On ne fait plus la guerre, on est en guerre. Cette perception de la guerre est davantage celle de nos sociétés contemporaines que celle des populations engagées dans la Seconde Guerre mondiale. La mémoire est-elle fille de son père ou de son temps? La question reste posée après ce colloque. Certains concepts peuvent nous aider à appréhender cette mémoire, notamment celui de «sortie de guerre», développé par les historiens français de la Première Guerre mondiale ou le concept allemand d'*Erinnerungskultur*. Ces concepts doivent éclairer l'influence de l'arrière-plan contemporain sur les évolutions de la mémoire.

L'espace géographique concerné par les différentes interventions englobait neuf pays différents. Entre l'Ouest et l'Est de l'Europe, deux raisons majeures expliquent les différences dans la mémoire du conflit: la guerre menée par les nazis fut différente à l'Ouest et à l'Est; d'autre part, la Guerre froide a profondément clivé l'interprétation et la mémoire de la guerre – à l'image du cas allemand, par exemple. On peut se demander également si la surinterprétation de la Seconde Guerre mondiale à l'Est n'a pas épuisé la réflexion et l'intérêt pour le conflit chez les jeunes générations dans les pays ex-communistes. À travers les différentes interventions, on a pu percevoir aussi un jeu d'échelles, de la mémoire individuelle à la mémoire européenne du conflit. Si la mémoire locale semble davantage liée à l'expérience «réelle» que la mémoire nationale (plus construite politiquement et idéologiquement), une mémoire commune européenne n'existe qu'à travers la commémoration du génocide juif – seule mémoire partagée par tous les pays.

À l'issue de ce colloque, on peut tenter d'établir une périodisation de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. La matrice des représentations de la guerre est en fait la guerre elle-même. L'approche de ce colloque, qui consistait à dépasser la césure de 1945, a permis de montrer clairement que la mémoire se forge durant le conflit lui-même. C'est visible aussi bien en URSS, où le discours officiel sur la guerre se construit dès 1942–1943, qu'en Grande-Bretagne, avec le mythe d'un pays combattant seul contre les nazis en 1940. Le discours de victimisation en Allemagne trouve aussi ses racines dans la propagande de Goebbels. D'autres étapes dans l'évolution de la mémoire sont notables: celle des sorties de guerre, celle des changements des années 1960–1970 à l'Ouest et le tournant de 1989 pour les pays de l'ex-bloc communiste.

Ce colloque a mis finalement en évidence combien la Seconde Guerre mondiale a été un facteur profond de divisions de toutes natures dans les pays concernés. C'est sans doute une différence fondamentale avec la Première Guerre mondiale, où les soldats ont connu la même expérience du front et où les occupations ont été plus réduites dans l'espace et la durée. Pour la période 1939–1945, il est souvent impossible de trouver une mémoire commune, même à l'échelle nationale. D'où des tensions permanentes entre un discours officiel qui tend au consensus, à travers les grandes commémorations nationales par exemple, et des mémoires individuelles ou locales fondamentalement irréconciliables. C'est pourquoi la quête d'une mémoire commune à l'échelle européenne est vaine. Les historiens, par contre, doivent aider à faire accepter la pluralité des mémoires.

Cette rencontre entre historiens de huit pays européens différents n'a été possible que grâce à la coopération entre l'*Institut historique allemand de Paris* (IHAP), représenté par son directeur Werner PARAVICINI, et le Colonel Hans EHLERT, Chef du *Militärgeschichtliches Forschungsamt Potsdam* (MGFA). Fabrice D'ALMEIDA, directeur de l'*Institut d'histoire du temps présent* (IHTP) s'est félicité de la réussite de cette coopération internationale, notamment du soutien par le *Centre d'études et de documentation, guerres et sociétés* (CEGES) à Bruxelles et du *Institut für Zeitgeschichte* (IfZ) à Munich. Mais la rencontre n'aurait probablement pas pu voir le jour sans le soutien du réseau des Instituts historiques allemands à l'étranger, bien implantés dans leur pays d'accueil et regroupés aujourd'hui dans la *Fondation Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland* (DGIA). Il faut souligner également que les contacts et la compréhension réciproque entre chercheurs ont été facilités par les traducteurs, qui ont eu fort à faire pour traduire des concepts qui résistent souvent au passage d'une langue à l'autre. Lors de la réception qu'il a offerte aux participants à la fin de la première journée, l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris, Klaus NEUBERT, a souligné l'ambiance à la fois studieuse et chaleureuse qui a marquée ce colloque et exprimé son souhait que cette initiative trouve bientôt une suite.

Richard BESSEL (York), qui au nom des participants avait remercié l'Ambassadeur pour son initiative, revenait sur cette idée le lendemain à l'occasion d'une conférence publique, organisée à l'Institut historique allemand pour clore le colloque. Dans sa vision, en comparant la Seconde à la Première Guerre mondiale, on assiste à un changement majeur après 1945, à savoir la fin de la glorification des guerres. La paix est la seule valeur désormais défendable aux yeux de l'opinion publique. Il y a eu malgré tout des guerres, notamment coloniales – mais sans morts civils européens. 1945 marque aussi la fin de l'héroïsme. Ainsi, en Allemagne, aucun monument à la gloire des soldats morts durant la Seconde Guerre mondiale ne sera érigé dans l'immédiat après-guerre. Plus tard, des monuments à la mémoire de toutes les victimes de la guerre et du nazisme verront le jour, à l'image de la *Neue Wache* à Berlin. Cette attitude face à la guerre était indissociable de l'environnement dans lequel ont évolué les peuples européens après la guerre. Les traces du récent conflit étaient visibles partout et l'on craignait un troisième conflit au niveau mondial. Aujourd'hui, alors que les jeunes générations sont habituées à vivre dans des sociétés sûres, pacifiques et multiculturelles, il faut, d'après BESSEL, s'interroger sur la permanence de ce sentiment d'hostilité à la guerre.

Cette approche qui consiste à comparer la mémoire et l'expérience vécues lors de la Première avec celle de la Seconde Guerre mondiale est originale. Dans la poursuite des échanges intenses entre chercheurs venus de huit pays différents, BESSEL prouve que le pari des organisateurs de fournir de nouveaux éléments pour une histoire européenne de la Seconde Guerre mondiale a été réussi. La publication des actes du colloque est prévue et sera réalisée sous la direction de Jörg ECHTERNKAMP et Stefan MARTENS qui poursuivent ainsi une coopération fructueuse entre le MGFA et l'IHAP.